

Alphabétiser aujourd'hui ? Pour quoi faire ?

Mathieu Danero

(...) Le temps irréversible est le temps de celui qui règne ; et les dynasties sont sa première mesure. L'écriture est son arme. Dans l'écriture, le langage atteint sa pleine réalité indépendante de médiation entre les consciences. Mais cette indépendance est identique à l'indépendance générale du pouvoir séparé, comme médiation qui constitue la société. Avec l'écriture apparaît une conscience qui n'est plus portée et transmise dans la relation immédiate des vivants : une mémoire impersonnelle, qui est celle de l'administration de la société. « Les écrits sont les pensées de l'État ; les archives sa mémoire » (Novalis).

Guy Debord, *La société du spectacle*, 131.

Avant-propos

Initialement, l'objet de mon analyse devait porter sur la question du lien entre pouvoir et écriture. Pour faire vite, mon hypothèse était que l'écriture était un instrument *du* pouvoir... mais également *de* pouvoir, et qu'ainsi il s'agissait de maîtriser au mieux cet instrument afin de lutter contre le pouvoir des dominants à armes égales. C'est ainsi que j'en venais à questionner certaines pratiques de l'alphabétisation, notamment les ateliers d'écriture. Ceci parce qu'ils remettent en cause l'enseignement, dit *scolaire*, de la lecture et de l'écriture, par exemple en autorisant une entrée dans l'écrit par une expression écrite des apprenants libérée des contraintes des règles de l'écrit, grammaire et orthographe, vues comme un frein possible à l'émancipation de la parole de ceux-ci.

Suite aux commentaires de mes relecteurs, que je remercie par ailleurs, cette tension s'est posée comme un obstacle... La maîtrise des codes de l'écrit est-elle ou non un préalable à la production écrite ? Pourquoi fallait-il finalement que l'une ou l'autre des méthodes soit meilleure ? Cependant, l'éclairage sur cette possible contradiction ne me donnait pas plus de réponse à ce qu'il conviendrait de faire ? C'est ainsi que ma réflexion a pris une toute autre tournure : pour savoir comment alphabétiser, il faut savoir pourquoi. Pour savoir pourquoi et comment alphabétiser, il faut se demander ce qu'est l'écriture et à quoi elle sert ? Et pour se demander à quoi elle pourrait servir, reste encore à se demander qui alphabétise qui, où et quand.

L'article qui suit ne prétend pas répondre à ces questions, il tente justement de les poser.

L'écriture, instrument *du* pouvoir et *de* pouvoir

L'écriture, d'après les découvertes archéologiques, est née il y a plus de 3500 ans en Mésopotamie au pays de Sumer. Les Sumériens commencèrent à utiliser des signes, des idéogrammes, pour indiquer ce qu'ils avaient, ce qu'ils achetaient et ce qu'ils vendaient. L'écriture naît ainsi pour la retranscription du mouvement naissant de la marchandise. Les hommes s'emparent parallèlement de ces signes pour écrire les chants, les récits mythiques et les prières. Quelque part, d'abord

profane, l'écriture produit son double sacré comme pour tenter de rétablir un équilibre à l'aube des premiers échanges marchands. Elle installe en même temps l'assise de l'organisation sociale qu'ont produite les diverses sociétés, chacune à leur manière, avec leurs spécificités propres en des lieux et des temps différents.

Ne pouvant inventer ou retenir les idéogrammes pour les milliers de choses à signifier, les sons que l'on produisait pour formuler les idéogrammes existants ont servi à formuler d'autres mots, de la même façon que l'on invente des rébus aujourd'hui. Ce corpus de signes et son articulation sémantique, à retenir et à comprendre pour la maîtrise des rapports sociaux créés par l'échange et le mouvement de la marchandise, par conséquent des rapports de pouvoir en lien avec la possession des biens et du culte, et notamment des formules du droit chez les Romains, impliquait dès lors un apprentissage, une initiation, à laquelle tous n'avaient pas forcément accès puisque réservée à la relève des nouvelles classes dominantes. L'écriture, au fil du temps, est devenue un instrument *du* pouvoir dont l'apprentissage était réservé à ceux appelés à gouverner : les lettrés, possédants et producteurs organisant les échanges, religieux et juristes organisant le culte et le droit, dont les rôles d'ailleurs ont pu se confondre¹. Ceux-ci détenaient un savoir qu'ils gardaient secret et qu'ils ne transmettaient qu'à ceux qu'ils avaient choisis pour leur succéder. Ce processus, issu des temps les plus reculés de l'histoire, s'est perpétué à travers les époques en divers endroits du monde jusqu'à une époque pas si éloignée de la nôtre².

Ainsi, depuis des siècles, l'écriture s'est constituée comme instrument *de* pouvoir et *du* pouvoir. La situation a-t-elle fondamentalement changé aujourd'hui ? Depuis les révolutions industrielles et la création de l'école et de l'instruction publique, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture s'est démocratisé progressivement. Les mouvements ouvriers du 19^e siècle ont également organisé l'alphabétisation des adultes afin de s'instruire, de s'éduquer, dans l'espoir de reprendre un certain pouvoir sur leurs vies une fois jetés dans la machine capitaliste métamorphosée et grandissante.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Qui sont les personnes que nous accueillons en formation d'alphabétisation ? Quelle intention avons-nous quand nous engageons avec eux un processus d'alphabétisation ? Pourquoi décidons-nous de leur apprendre à lire et à écrire ? Pourquoi des associations se fixent-elles cette mission au cœur de leur action ? Comment répondre à ces questions ?

¹ Le *pontifex maximus* en est un exemple romain, il était le *juge et l'arbitre des choses divines et humaines* (*Quod iudex atque arbiter habetur rerum divinarum humanarumque*). Le droit étant pour les premiers Romains la science des choses divines et humaines.

² Sans doute qu'une étude historique qui ciblerait spécifiquement le développement de l'écriture et de son rapport avec le pouvoir dans notre société européenne (prise dans son anthropologie), puis francophone, pourrait commencer par l'étude des sociétés latines, de leur caractère anthropologique particulier, et notamment du rapport que l'écriture entretenait avec leur conception du droit, pourrait être des plus pertinentes. Le droit qui est d'applications dans nos sociétés, et qui fait loi, n'est-il pas en lien étroit avec le droit romain, ses termes et ses formules ? Toute comme le latin a été la langue de l'Eglise et de la science pendant des siècles dans nos régions. Ensuite l'étude des échanges avec la littérature grecque, par la philosophie et le théâtre. Enfin, le rencontre avec les monothéismes juifs et chrétiens jusqu'à nos jours. Bref... un beau chantier.

Qui sont les analphabètes ? Et qui sommes-nous, formateurs et éducateurs ?

Le public que nous accueillons dans nos classes bruxelloises³, que l'on se dise en ISP ou en EP⁴, vient, lui, pour les mêmes raisons : apprendre la langue française, à la lire et à l'écrire. Ces personnes, soit arrivées plus ou moins récemment en Belgique, soit issues d'anciennes vagues migratoires, présentent certaines caractéristiques constantes : le français n'est pas leur langue maternelle, elles sont peu (voire pas du tout) scolarisées et se trouvent dans un pays où ils ne sont pas nés et dont les références culturelles ne sont pas intégrées ou connues. Concrètement, les personnes en formation d'alphabétisation vivent avec nous sans connaître ce que nous, formateurs, éducateurs, citoyens belges nés ici, scolarisés et qui nous sommes construits ici, maîtrisons sans difficulté. La langue, l'écrit et les modes de vie en Belgique vont, pour nous, de soi. Pas forcément pour ces personnes fraîchement arrivées, ou restées longtemps en vase clos dans des quartiers desquels elles sortent peu. Aussi, la plupart des personnes que nous accueillons dans nos centres de formation d'alphabétisation n'ont que très peu, voire pas du tout, de réseau où ils exerceraient des activités (quelles qu'elles soient) avec des locaux, avec des Belges qui ne soient pas issus de leur communauté. Les uns arrivent pour travailler, ne maîtrisant pas la langue ni l'écriture, ils sont renvoyés dans nos centres avec l'espoir d'y trouver une place dans un réseau qui sature progressivement. D'autres quittent leur pays pour rejoindre une partie de leur famille ou pour fuir des situations de conflits. Ces dernières, ayant besoins d'être aidées financièrement pour survivre, sont à leur tour activées et introduites dans le processus de mise à l'emploi, et donc également orientés vers nos centres de formations.

Voilà avec qui nous travaillons : des personnes qui, en plus des situations précaires dans lesquelles elles sont amenées à vivre, n'ont pas les ressources que sont la langue, l'écriture et les références culturelles que nous, qui parlons ici, possédons. Pour montrer le phénomène sous un autre angle, qui parmi nous, une fois sortis de nos associations et de nos classes, partagent des moments de vie avec ces personnes ? Le temps et l'espace qui nous rassemblent sont concentrés dans les lieux de formation et lors d'événements organisés et programmés par le tissu associatif ou politique. Une fois en dehors, les gens dont nous parlons ne sont plus avec nous. Même si nous les croisons en rue, dans le métro, dans les lieux publics, qui d'entre nous entretiennent réellement des relations d'amitiés avec nos apprenants ? Organisons-nous avec eux des activités telles que celles qui occupent nos loisirs, comme aller dîner au restaurant, boire un verre, se promener en forêt un dimanche, s'inviter entre amis chez soi, aller jouer au football (sans qu'une association l'organise) ? Pour pousser encore plus loin, imaginerions-nous que nous puissions tisser des liens plus qu'amicaux, par exemple... tomber amoureux et construire une famille avec les personnes que nous recevons dans nos classes ?

³ Nous nous limiterons ici à une réflexion sur le contexte bruxellois, la situation en Wallonie ne se reflète sans doute pas de la même façon.

⁴ Nous ne ferons pas ici de distinction entre ISP et EP, puisque les apprenants, dans le contexte de chômage et d'activation actuel, prennent les places en formation qu'on leur donne. Les apprenants en formation dans le cadre de l'EP y arrivent pour diverses raisons : pas de projet professionnel, réseau alpha ISP saturé, pas le temps de s'y consacrer à temps plein pour raisons familiales. Aucun d'entre eux n'y arrive avec l'idée d'entamer un travail critique sur leur situation ayant pour but la transformation sociale.

Je ne me base ici sur aucun texte, sur aucune étude sociologique qui traiterai de ces questions⁵. Cette réflexion, ce constat, ne sont issus que de ma propre expérience de vie et professionnelle. Des exceptions existent sans doute, et c'est heureux, mais je pense, malheureusement, qu'en règle générale, apprenants/stagiaires et travailleurs de l'associatif vivons dans des sphères qui ne se rencontrent que très ponctuellement, et ce dans un cadre délimité par le travail associatif. En d'autres mots, nous ne travaillons avec eux que pour gagner notre salaire. Hors des heures rémunérées, quel temps passons-nous avec ces personnes ? Ce qui, par ailleurs, ne remet pas en cause la sincérité de l'engagement que l'on peut montrer dans ce type de travail.

Il ne s'agit pas ici d'un quelconque jugement, d'une quelconque accusation, mais du constat d'une situation dans laquelle le travailleur du social, que je suis, se trouve personnellement impliqué. C'est ce dans quoi je suis.

Pourquoi alphabétiser ?

Dans ce contexte, quelles sont les raisons qui nous poussent à engager des actions d'alphabétisation ? Si nous avons le désir d'apprendre à ces personnes à parler notre langue, à lire et à écrire, dans quel but précis le faisons-nous ?

Peut-être faut-il, avant de pouvoir répondre à cette question, revoir la position que nous avons en tant que personne ancrée dans un territoire où nous avons nos racines et dans lequel nous nous sommes faits adultes, mais revoir également les modes de vie et les pratiques quotidiennes que nous menons en nous défaisant des étiquettes de travailleur du social que nous brandissons. A partir de cela, il faut ensuite pouvoir revoir dans quel cadre s'inscrit notre action d'alphabétisation avec ces personnes : un cadre professionnel, rémunéré, soit une action encadrée par la rétribution en salaire de ce que nous faisons avec elles⁶.

A ce point précis, selon moi, se situe une zone-clé de tension et de contradiction. D'une part, la vie intime, affective, que nous vivons hors du cadre professionnel révèle une fracture, même involontaire, entre le public analphabète et nous, d'autre part l'investissement que l'on réalise pour l'alphabétisation de ces personnes est produit dans le cadre délimité et réservé de notre activité professionnelle. Il me paraît difficile de faire l'économie de cette tension si l'on souhaite appréhender de façon précise l'objet du processus d'alphabétisation qui nous préoccupe, cette zone de contradiction est sans doute une base sur laquelle s'appuyer pour poursuivre la réflexion.

Ecriture et éducation populaire ?

Ainsi, pour reprendre, redemandons-nous ce qu'est l'écriture et pourquoi elle devrait être apprise. Rappelons-nous les éléments caractéristiques de l'écriture : elle naît avec les premiers échanges marchands entre les communautés d'hommes, elle est appréhendée par ceux qui possédaient les biens, par ceux qui détiennent les secrets du pouvoir religieux, elle était réservée à une élite et a

⁵ On peut néanmoins signaler ici que cette question a été posée par Saul Alinsky dans « Comment être radical ? » lorsqu'il parlait des conditions pour que les community organizers puissent réaliser un travail de fonds au sein des communautés avec qui ils étaient en contact.

⁶ La question du bénévolat mériterait ici d'être posée. Il s'agirait alors de voir quelles sont caractéristiques des personnes exerçant une activité bénévole et des ressources dont elles disposent pour se permettre de travailler sans être rémunérées.

produit enfin le mouvement historique. Donc, pas d'histoire sans écriture... ni de temps, pour revenir à la citation de Debord.

Ce qui, par ailleurs, nous sauve avec l'écriture, c'est qu'elle nous permet, grâce aux archives millénaires qu'elle renferme, de retrouver la langue (et donc la pensée) des hommes qui ont écrit. Elle reste, malgré tout, un lien qui nous rattache à la longue file des hommes qui ont écrit l'histoire. Même si la file des hommes qui les ont précédés est encore bien plus longue... Elle est, quelque part, l'une des clés qui nous ramène à l'humanité d'avant le fétichisme de la marchandise.

L'écriture est également ambivalente, d'un côté elle sert à maintenir l'exercice du pouvoir, de l'autre elle peut devenir contre-pouvoir quand elle le dénonce, quand elle décrit ses causes et ses origines : le présocratiques (Héraclite, Parménide), Hegel, Marx, Debord, pour les plus connus d'entre eux, même si je n'ai pas eu le temps de tous les lire.

Et l'éducation populaire dans tout ça... ? Qu'est-ce que l'éducation populaire si ce n'est une histoire d'*amour* ? Paulo Freire n'explique-t-il pas que la pédagogie des opprimés ne peut se faire sans *amour* ? La révolution, d'après Ernesto Che Guevara, est-elle possible sans *amour* révolutionnaire ? Cet *amour*, que les scribes ont traduit par *agapè* dans la Bible, n'est autre que la capacité de chacun à se défaire, en conscience, d'une partie de son pouvoir, de sa puissance sur l'autre, plus faible, afin de se mettre avec lui. Cette posture radicale d'égalité, comme la traduction de la reconnaissance que l'on a de l'autre, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quoi qu'il pense, qu'il est un être humain comme soi, est une condition sine qua non si l'on veut agir *avec* les autres. Sans cela, le développement de la pensée critique et de l'action pour une transformation sociale radicale n'est qu'une illusion.

Si l'on s'en tient à ces façons de considérer l'écriture et l'éducation populaire, pourquoi enseigner l'écriture et s'il faut le faire, pourquoi le ferait-on dans une perspective d'éducation populaire, et si oui comment ?

Et donc... pourquoi alphabétiser ?

Une fois posées les conditions de l'écriture et de son instrumentalisation dominante, nous pouvons nous demander en quoi son apprentissage peut servir à la libération des hommes dominés que nous sommes. L'impuissance d'agir des personnes que nous retrouvons dans nos classes, n'est-elle pas, finalement, le reflet de notre propre impuissance. Pourtant, nous, lettrés, formateurs, enseignants, travailleurs du social, nous possédons cet instrument *de* pouvoir qu'est l'écriture. Que pouvons-nous donc en faire ?

Le pouvoir marchand, par la force des choses à l'ère de l'industrialisation, a dû nous céder l'instrument de l'écrit pour nous introduire comme main d'œuvre instruite dans la machine économique lancée dans son mouvement constant de complexification accélérée. Quand surgit l'instruction publique ? Quand et par qui se posent les premières questions au sujet de l'école et de l'éducation ? Quand et par qui la question de la formation de la classe ouvrière commence-t-elle à se poser⁷ ?

⁷ Une fois de plus, toutes ces interrogations demanderaient une étude approfondie sur les conditions et le contexte social et politique de ces périodes historiques qui ont exigé que se pose la question de l'instruction des masses.

Sommes-nous instruits et alphabétisés au départ pour répondre aux besoins économiques du système marchand ? Sinon pourquoi ? D'ailleurs, les pays où l'analphabétisme est encore une réalité très répandue ne sont pas les pays qui dominent sur le plan économique, mais bien ceux qui survivent en périphérie des démocraties capitalistes développées économiquement depuis le mouvement industriel. Le taux d'alphabétisation d'une population donnée dépend-il d'autres choses que de la main d'œuvre qualifiées dont l'économie marchande a besoin ? Pour poser la question autrement, quels sont les missions que se donnent l'école aujourd'hui dans nos pays développés économiquement, et dans quels buts les programmes politiques de nos pays subventionnent-ils la formation de la main d'œuvre que représentent les personnes qui passent la porte de nos associations ?

L'indispensable préalable à la question de l'alphabétisation est de se demander sur quoi porte précisément la transformation sociale qu'envisage l'éducation populaire. Que décidons-nous de transformer ? Concrètement ? De quel état à quel autre état vise à opérer cette transformation ?

Si l'option radicale que l'on définit est de mener une lutte contre le capitalisme, contre le primat de la marchandise et de l'argent, et donc contre les rapports sociaux qu'entraîne le salariat, il s'agit dès lors de se demander et de comprendre comment la maîtrise de cet instrument *de* pouvoir qu'est l'écriture peut nous aider à construire une action collective de résistance et de libération face à ces éléments qui nous maintiennent en état de domination, nous lettrés comme eux illettrés. Si nous arrivons à définir les raisons pour lesquelles la maîtrise ou non de l'écrit est un outil de lutte dans les rapports de classe, nous aurons dans le même temps défini les conditions de son apprentissage et les méthodes pour arriver.

En résumé...

La question de savoir s'il d'agit de maîtriser ou non les codes et les normes de l'écriture, n'est finalement qu'une question secondaire, voire dénuée de sens si l'on n'est pas au clair avec les préalables. Qu'importe finalement si les ateliers d'écriture mettent de côté la grammaire et l'orthographe pour libérer l'entrée dans l'écrit, qu'importe que l'on enseigne le Bescherelle à nos apprenants : l'essentiel est que nous soyons conscients de l'intention que nous portons, de ce que vers quoi nous tendons, de ce vers quoi nous dirigeons notre action. La transformation sociale dont nous parlons... que doit-elle transformer ? La question du sens de l'alphabétisation réside dans la compréhension de la place qu'occupe l'écriture dans la représentation du monde des hommes et de l'Histoire qu'elle fait naître, dans l'utilisation que l'on fait de cet instrument *du* pouvoir pour en faire un instrument *de* pouvoir, et dans la façon dont on transmet cet instrument avec une intention de transformation radicale des rapport sociaux, et donc de classes, établis par les démocraties capitalistes et marchandes dans lesquelles nous vivons... depuis un certain moment.